Pour la défaite de l'agression impérialiste des États-Unis et d'Israël en Iran

Cet article s'inscrit dans la continuité de notre élaboration sur la reconfiguration du Moyen-Orient selon les intérêts de l'impérialisme américain (voir ici et ici). Nos positions sur l'Iran et la République islamique depuis le début d'année peuvent-être consultées ici et ici.



Une guerre impérialiste de grande ampleur

Israël et les États-Unis ont décidé unilatéralement de déclencher une nouvelle guerre contre l'Iran samedi 28 février 2026. L'objectif politique de cette guerre d'agression est de contraindre le régime iranien à se soumettre aux intérêts américains et israéliens. Il ne s'agit pas nécessairement de remplacer la République Islamique, mais que sa direction post-guerre soit alignée sur les intérêts américains et israéliens. Trump a d'ailleurs déclaré qu'il « *doi[t] être impliqué dans la nomination [du successeur d'Ali Khameini]* ». La restauration monarchique sous la direction de Reza Pahlavi est une autre option. Les bombardements sont massifs sur la majeure partie du territoire iranien. Téhéran est la cible principale, où le bunker du Guide suprême Ali Khameini, au pouvoir depuis 1989, à été détruit par plus de 30 bombes de 500kg, et lui-même assassiné. L'Iran est, depuis le 28 février, bombardé plusieurs fois par jour.

La propagande américaine et israélienne prétend concentrer ses frappes sur les infrastructures militaires (systèmes anti-aérien, stocks de munitions, radars, centres de commandements) mais les médias et ONG présents sur place font état de nombreux dégâts sur des infrastructures civiles (dont des hôpitaux, des écoles et des zones de résidences) et de près de 1000 personnes civiles tuées en Iran. Il s'agit d'une guerre de grande ampleur contre l'Iran, sans déploiement de soldats au sol dans l'immédiat mais avec des centaines d'avions engagés.

Cette agression s'inscrit dans un environnement déjà en proie à l'horreur : le génocide des Palestiniens, à Gaza et Cisjordanie, l'éclatement du Liban qui va s'approfondir avec l'ouverture d'une guerre de grande ampleur d'Israël contre le Hezbollah, l'écrasement des Kurdes au Rojava, l'ignoble répression de la mobilisation en Iran et la guerre ouverte entre le Pakistan et l'Afghanistan.

La défense iranienne

La défense de l'Iran prend un caractère existentiel et elle a immédiatement été

d'ampleur régionale. Elle a d'abord ciblé les bases américaines dans la région (Arabie Saoudite, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Koweït, Irak) et Israël. Les « frappes » iraniennes ont ensuite ciblé des infrastructures industrielles (raffineries, dépôts pétroliers) et civiles (en particulier les symboles attractifs de la région pour une partie des classes supérieures et moyennes mondialisées : les hôtels de luxe et les aéroports [1]). En montrant la vulnérabilité du *soft power* des pays du Golfe (présentés jusqu'alors comme des oasis modernes, ouverts sur le monde, divertissants et sûrs), le *hard power* (militaire) iranien veut les contraindre à faire pression sur Trump pour mettre fin à l'attaque étasunienne. Pourtant, la tendance semble être, au contraire, celle d'un resserrement des relations entre les pays du Golfe et les États-Unis et, par ricochet, avec l'Union européenne.

Le détroit d'Ormuz, où transite 20 % du gaz et 25% du pétrole mondial, principalement à destination de l'Europe et de la Chine, est de fait impraticable, retenant plus de 6000 navires à l'intérieur et empêchant, pour l'instant, quiconque de le franchir. L'impact de ce blocage et des bombardements d'infrastructures de sites pétrochimiques et gaziers provoque une perturbation importante sur les marchés internationaux, en particulier ceux de l'énergie, avec une explosion des prix en Europe et dans le monde. Simultanément, le régime iranien a coupé l'accès à internet dans le pays, comme un mois plus tôt pendant la répression des manifestations anti-régime et a incité les habitant·e·s de Téhéran à quitter la ville. Le régime contrôle l'ensemble de la communication intérieure et extérieure, permettant ainsi d'opposer sa propre propagande à celle de l'impérialisme américain et son allié Israël.

Enfin, l'activation des milices de « l'Axe de la résistance », très éprouvées depuis 2023 et avec des capacités militaires largement réduites, est venu compléter l'arsenal iranien.

Au Liban, Le Hezbollah, s'est réengagé sur le front après plusieurs mois de cessez-l--feu régulièrement violé par Israël. Le prétexte a été saisi par Israël pour engager une invasion terrestre de grande ampleur, appuyée par une campagne de bombardements massifs et meurtriers. La résistance à l'invasion israélienne de 2008 (la guerre des 33 Jours, à la fin de laquelle l'armée israélienne a été obligée de quitter le Sud Liban) est un moment historique pour le Hezbollah, caractérisé comme une « victoire divine » par Hassan Nasrallah. On peut supposer qu'Israël veut laver cet affront historique, et le génocide à Gaza montre de quoi les sionistes sont capables. A l'heure actuelle, des dizaines de milliers de Libanais.e.s fuient Beyrouth et le Sud du pays. L'invasion israélienne est déjà responsable de centaines de mort.e.s. Il est évident que Netanyahu, qui veut liquider le Hezbollah, n'hésitera pas, s'il le peut, à déployer autant d'horreur qu'à Gaza.

En Irak, la base américaine d'Erbil a été prise pour cible par l'Iran et la milice Kataeb Hezbollah. En Irak et au Pakistan, des manifestations ont éclaté aux abords d'ambassades américaines, et les affrontements ont fait plusieurs morts chez les manifestants. Il faut noter que la République Islamique du Pakistan (qui n'a pas le

même modèle que celle d'Iran) compte la deuxième communauté chiite mondiale, qui représente plus de 15 % de la population pakistanaise. Le Pakistan sort d'une récente guerre contre l'Inde et s'est déclaré très récemment en « guerre ouverte » contre l'Afghanistan. Le pays se trouve de fait dans une situation très instable, ayant signé en octobre dernier un accord de défense conjoint avec l'Arabie Saoudite en la plaçant sous le parapluie nucléaire Pakistanais.

La réponse iranienne à l'agression a été immédiate et d'ampleur régionale. Elle s'est déroulée sur plusieurs espaces simultanément. Quelques hypothèses peuvent être formulées quant aux objectifs iraniens, en plus de la survie propre du régime : mobiliser les communautés chiites de la région (90 % de la population à Bahreïn, 60 % en Irak, 55 % au Yémen et au Liban, 25 % au Pakistan, 10 % en Arabie Saoudite), contraindre les pétromonarchies à faire pression sur Washington, impacter les cours mondiaux du pétrole et du gaz et par ricochet faire pression sur l'Union Européenne et la Chine, premiers acheteur de gaz et de pétrole de la région, pour qu'ils fassent pression sur Washington à leur tour. Cependant, l'Iran est contraint par son statut de paria : très isolé sur la scène internationale, sa riposte est contrainte. L'état-major iranien ne veut pas rentrer dans une guerre totale : il cible essentiellement des infrastructures et des bases militaires, en évitant autant que possible les dégâts humains.

En toile de fond, les rivalités entre la Chine et les États-Unis

Si le « brouillard de la guerre » maintient un flou autour des objectifs stratégiques de l'administration trumpiste, on peut estimer que les opérations en cours s'inscrivent dans la confrontation majeure que les États-Unis prépare contre la Chine, pour la domination du capitalisme mondial. Trump considère que le combat engagé ne pourra pas se terminer sur un équilibre : il doit y avoir un vainqueur et un perdant. Pour le mener à bien, il compte notamment sur le développement massif des technologies de pointes et de l'intelligence artificielle, applicables aux machines de guerre depuis le domaine sub-aquatique jusqu'au domaine spatial. Les milliers de milliards de dollars privés et publics investis dans les géants de la tech américains (Oracle, Palanthir, Anduril, Tesla, Nvidia, Stargate, Amazon, Google, Microsoft, Apple…) ont l'objectif d'être mis au service de la domination technologique américaine sur le monde pour en contrôler les chaînes de valeur. La disponibilité massive d'énergie et de ressources est la condition absolue à sa réussite : du pétrole, du gaz, de l'électricité, des terres rares, du métal, de l'eau. Les États-Unis sont les premiers producteurs mondiaux de pétrole, la Chine la première productrice mondiale de terres rares et fournit 70 % des besoins américains. Ici se comprennent les actions de Trump : ré-autorisation du forage aux États-Unis et abolition des lois climatiques restrictives sur la production, main basse sur le pétrole vénézuélien, les terres rares ukrainiennes et congolaises, interdiction à l'Inde d'acheter du pétrole russe et, probablement, fin de l'exportation de pétrole iranien en direction de la Chine qui développe depuis des années son autosuffisance énergétique avec les énergies renouvelables.

Les impérialistes européens désunis

Par la voix de son premier ministre Petro Sanchez, l'Espagne a pris une position singulière – et tout à fait salutaire - en refusant catégoriquement la guerre en Iran et surtout, en refusant de mettre à disposition ses bases militaires pour les avions de l'armée américaine. Il n'y a en effet pas d'unité européenne dans les prises de position des États membres, y compris parmi les principales puissances impérialistes (France, Allemagne, Grande-Bretagne) du vieux continent. Chaque État subit la pression pour participer à la guerre d'agression. La Grande-Bretagne autorise l'impérialisme américain à utiliser ses bases militaires et l'Allemagne, alignée plus que les autres sur les intérêts d'Israël et sur ceux des États-Unis, soutient officiellement l'agression. La France est face à des contradictions : elle doit défense aux Émirats Arabes Unis, au Qatar et à Bahreïn, elle s'oppose à l'invasion israélienne du Liban mais permet aux avions ravitailleurs américains d'utiliser ses bases en métropole. La discordance des voix illustre l'incapacité, pour le moment, des bourgeoisies européennes de franchir un cap d'intégration et d'inter-dépendance. La position de Macron illustre cette contradiction, qui tente de renforcer à la fois la dissuasion nationale et la dissuasion européenne. Il a annoncé en l'espace de deux mois la vente de plus de 114 avions Rafale à l'Inde, la construction d'un porte-avion nouvelle génération et d'un sous-marin nucléaire, la mise à jour de la doctrine française de dissuasion en « dissuasion avancée » incluant l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Pologne, les Pays-Bas, La Belgique, la Grèce, la Suède et le Danemark. L'accord englobe les pays de la Baltique, de la Mer du Nord, la façade Nord de l'Atlantique, l'Europe du Nord-Est, avec un ancrage en Méditerranée malgré l'absence de l'Italie ou de l'Espagne. L'entrée en scène des impérialismes européens contribuera en partie à l'agression : en ayant une posture défensive d'interception, les armées anglaises et françaises permettront aux systèmes de défenses étasuniens et israéliens de devenir des systèmes d'assauts contre l'Iran et le Liban. De plus, Macron est à l'initiative de la reconstruction d'une opération du type « Gardiens de la prospérité » mise en place sous Biden en 2024.

A bas les guerres d'agressions des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient !

Nous écrivions, à propos du renversement de la dictature de Bachar al-Assad, qu'une reconfiguration de grande ampleur du Moyen-Orient débutait. Si elle aboutit, cette reconfiguration servira les intérêts étasuniens et agira comme un frein à l'extension des Nouvelles routes de la soie chinoises. Pour l'instant, Pékin n'est pas prête pour la guerre contre les États-Unis, d'autant moins que les États-Unis développent et imposent un nouveau type de conflit auquel la Chine n'a jamais fait face. Or, la Chine a engagé une réorientation industrielle et stratégique qui vise à l'autonomie , en développement massivement les énergies renouvelables. De plus, des purges de grade ampleur dans les plus hauts sommets de l'armée ont eu lieu très récemment. Ce sont autant de signaux stratégiques [2], c'est-à-dire d'informations, en direction du reste du monde, et en particulier des Etats-Unis.

Pour la défaite de l'impérialisme américain et de son allié historique Israël. L'Iran, en dehors de la nature de son régime, se défend à juste titre !

Contre l'invasion israélienne du Liban. Soutien au peuple libanais et à sa résistance. Pour que la Finul, déjà sur place, empêche l'armée israélienne d'avancer au Liban et dans Beyrouth.

Contre la prolifération nucléaire en Europe, sous domination de l'impérialisme français. L'arme nucléaire, fléau pour les peuples et la classe ouvrière, ne peut en aucun cas contribuer à la construction d'un monde débarrassé des oppressions et des injustices.

Contre le soutien français à l'agression : non aux avions américains sur les bases françaises !

Notes

[1] Actuellement 400000 français.e.s sont résident.e.s ou de passage dans l'ensemble de la région

[2] Signalement stratégique : concept issu de la dissuasion nucléaire qui décrit une façon de diffuser un message stratégique conçu au plus haut niveau de l'État.

Louison Beaubet, le 8 mars 2026